

Document

Le prétexte climatique 2/3

1997-2010 : L'écologie financière

(par Thierry Meyssan- <http://www.voltairenet.org>)

26.04.2010

Après avoir servi à Henry Kissinger et à Margaret Thatcher, la rhétorique environnementale a été récupérée par Al Gore. Il ne s'agit plus de détourner l'attention des guerres de l'Empire US, ni de restaurer la grandeur de l'Empire britannique, mais de sauver le capitalisme anglo-saxon. Dans ce troisième et dernier volet de son étude sur le discours écologiste, Thierry Meyssan analyse la dramaturgie préparatoire du sommet de la Terre de 2012 et la rébellion de Cochabamba.

Le Protocole de Kyoto

On se souvient qu'en 1988 Margaret Thatcher avait incité le G7 à financer un Groupe inter-gouvernemental d'étude sur l'évolution du climat (GIEC) sous les auspices du PNUE et de l'Organisation météorologique mondiale.

Dans son premier rapport, en 1990, le GIEC considérait comme « peu probable » une augmentation sans ambiguïté de l'effet de serre « dans les prochaines décennies ou plus ». En 1995, un second rapport de cet organe politique reprend à son compte l'idéologie du sommet de Rio et « suggère une influence détectable de l'activité humaine sur le climat planétaire » [1].

Suivent à une cadence annuelle des conférences onusiennes sur le changement climatique. Celle de Kyoto (Japon), en décembre 1997, élabore un *Protocole* par lequel les Etats signataires s'engagent volontairement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre ; principalement le dioxyde de carbone (CO2), mais aussi cinq autres gaz : le méthane (CH4), le protoxyde d'azote (N2O), l'hexafluorure de soufre (SF6), les fluorocarbures (FC) et les hydrochlorofluocarbures.

Même pour les Etats qui ne croient pas à une influence significative de l'activité humaine sur le climat, ce *Protocole* est une bonne chose en ce qu'il incite à un meilleur usage des ressources énergétiques non-renouvelables. Cependant, il paraît bien difficile aux Etats en développement de moderniser leurs industries pour qu'elles soient moins consommatrices d'énergie et moins polluantes. Prenant acte que ces Etats, n'ayant qu'une industrie embryonnaire, dégagent peu de gaz à effet de serre alors qu'ils ont besoin d'aide financière pour se doter d'industries économes et propres, le *Protocole* institue un Fonds d'adaptation géré par la Banque mondiale et un système de permis négociables. Chaque Etat reçoit des permis de dégagement de gaz à effet de serre qu'il répartit entre ses industries. Les Etats en développement, qui n'utilisent pas la totalité de leurs permis, peuvent les revendre aux Etats développés qui polluent plus qu'autorisé. Avec le produit de la revente, ils peuvent financer leur adaptation industrielle.

L'idée semble vertueuse, mais le diable se cache dans les détails : la création d'un marché des permis négociables ouvre la voie à une financiarisation supplémentaire de l'économie et, partant de là, à de nouvelles possibilités pour poursuivre le pillage des pays pauvres. En toute hypocrisie, Bill Clinton signe le *Protocole de Kyoto*, mais donne instruction à ses parlementaires de ne pas le ratifier. Le Sénat US le rejette à l'unanimité. Pendant la période de ratification du *Protocole*, les Etats-Unis s'appliquent à organiser le marché des permis négociables, alors même qu'ils n'ont l'intention de se soumettre aux exigences communes que le plus tard possible.

Des études préparatoires sont subventionnées par une association charitable, la Joyce Foundation. Elles sont dirigées par Richard L. Sandor, un économiste républicain qui a mené une double carrière de trader (Kidder Peabody, IndoSuez, Drexel Burnham Lambert) et d'universitaire (Berkeley, Stanford, Northwestern, Columbia).

En définitive, une holding —la Climate Exchange— est créée sous la forme d'une société de droit britannique de type Public Limited Company (c'est-à-dire que ses parts ont été vendues lors d'un appel public et que la responsabilité de ses actionnaires est limitée aux apports). Ses statuts sont rédigés par un administrateur de la Joyce Foundation, un juriste alors totalement inconnu du grand public, Barack Obama. L'appel public aux investisseurs est lancé par l'ancien vice-président des Etats-Unis, Al Gore, et par David Blood (ancien directeur de la banque Goldman Sachs).

A l'issue de l'opération, Gore et Blood créent à Londres un fonds de placement écologique, Generation Investment Management (GIM). A cet effet, ils s'associent à Peter Harris (ancien directeur de cabinet d'Al Gore), Mark Ferguson et Peter Knight (deux anciens adjoints de Blood à Goldman Sachs) et enfin à Henry Paulson (alors directeur général de Goldman Sachs, mais qui se retirera lorsqu'il deviendra le secrétaire au Trésor de l'administration Bush).

La Climate Exchange Plc ouvre des Bourses à Chicago (États-Unis) et à Londres (Royaume-Uni), ainsi que des filiales à Montréal (Canada), Tianjin (Chine) et Sydney (Australie).

En cumulant les actions bloquées lors de la création de la holding et celles qu'il a acquises après l'appel public, Richard Sandor détient près du cinquième des actions. Le reste est principalement partagé entre de méga fonds spéculatifs : Invesco, BlackRock, Intercontinental Exchange (dont Sandor est également administrateur), General Investment Management et DWP Bank. La capitalisation boursière est aujourd'hui de plus de 400 millions de livres sterling. Les dividendes versés aux actionnaires au cours de l'année 2008 s'élèvent à 6,3 millions de livres.

Naïvement, les membres de l'Union européenne sont les premiers à adhérer à la théorie de l'origine humaine du réchauffement climatique et à ratifier le *Protocole*. Mais pour qu'il entre en vigueur, ils ont besoin de la Russie. Celle-ci n'a rien à craindre dans la mesure où le plafond d'émission qui lui est fixé n'est pas contraignant vu son recul industriel après la dissolution de l'URSS. Elle se fait pourtant tirer l'oreille, question d'exiger en échange le soutien de l'Union européenne pour son adhésion à l'Organisation mondiale du Commerce. En définitive, le *Protocole* entre en vigueur en 2005.

2002 : le quatrième « sommet de la Terre » à Johannesburg et le rappel des priorités par Jacques Chirac

Le sommet décennal de Johannesburg (Afrique du Sud) n'intéresse pas plus les Etats-Unis que celui de Nairobi. Leur agenda du moment est exclusivement orienté vers la guerre globale au terrorisme. Les questions environnementales devront attendre. George W. Bush ne fait pas le déplacement et envoie le secrétaire d'Etat Colin Powell prononcer un bref discours, tandis que l'équipage impatient de son avion fait tourner les moteurs.

La conférence abandonne le style kermesse internationale de Rio et se concentre sur des sujets précis : l'accès à l'eau et à la santé, l'épuisement à venir et le prix des énergies non-renouvelables, l'écologie de l'agriculture, la diversité des espèces animales. Le climat n'est qu'une questions parmi beaucoup d'autres.

Le sommet devient soudain le théâtre d'un affrontement lorsque le président français Jacques Chirac s'exclame : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal-développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents » [2]. Son discours sonne comme un réquisitoire contre les Etats-Unis. Non, la traque d'Oussama Ben Laden n'est pas la priorité, c'est le développement des pays pauvres et l'accès de tous aux biens essentiels.

Furieux, les hauts-fonctionnaires de la délégation US sabotent les négociations. Alors que l'administration Bush est en train d'installer le centre de torture de Guantánamo et des prisons secrètes dans 66 pays, elle s'érige en donneuse de leçon et conditionne tout engagement de sa part à des concessions des Etats du Sud en matière de droits de l'homme et de lutte contre le terrorisme. Aucun document final d'envergure n'est adopté.

Copenhague, en attendant le sommet de la Terre de 2012

C'est en 2012 que devrait se tenir le cinquième sommet de la Terre et la révision du *Protocole de Kyoto*. Cependant Washington et Londres ont décidé d'ériger la XV^e conférence sur les changements climatiques en un grand rendez-vous intermédiaire. C'est que la nouvelle politique anglo-saxonne entend utiliser le réchauffement climatique pour faire avancer ses deux objectifs majeurs : sauver le capitalisme et s'approprier la capacité de l'ONU à écrire le droit international.

Force est de constater que l'économie US est en panne et ne parvient pas à sortir de sa crise interne. Les Etats-Unis ne produisent plus grand chose, hormis des armes, tandis que les biens qu'ils consomment sont fabriqués par une Chine toujours plus prospère. La solution principale réside dans une mue du capitalisme. Le temps est venu de relancer la spéculation en l'orientant vers les permis de polluer négociables, de relancer la consommation avec les produits écolos, et de relancer le travail avec les emplois verts [3].

D'autre part, la globalisation forcée rencontrant de plus en plus de résistances, il convient de la faire accepter en la présentant d'une autre manière. On dira que les questions environnementales nécessitent une gouvernance globale, et que les Etats-Unis doivent en prendre le leadership. Pour cela, il faut d'abord démontrer l'inefficacité de l'ONU en la matière.

La conférence de Copenhague a été précédée d'une longue et puissante campagne de propagande. A commencer par le film d'Al Gore, *An Inconvenient Truth*, présenté au Festival de Cannes 2006, et qui lui vaut le Prix Nobel de la paix 2007. L'ex-vice-président des Etats-Unis, dont on a oublié le double jeu à propos du *Protocole de Kyoto*, se présente comme un militant convaincu. Pour défendre sa noble cause, il lui consacrerait bénévolement son temps libre. En réalité, il a réalisé ce documentaire et entrepris une tournée promotionnelle en qualité de conseiller rémunéré de la Couronne britannique, véritable commanditaire de l'opération. Al Gore est un spécialiste des manipulations de masse. C'est lui qui avait organisé, à la fin du XX^e siècle la grande angoisse millénariste du « bogue de l'an 2000 ». Il avait alors suscité la création d'un groupe d'experts de l'ONU, l'IY2KCC — en tous points comparable au GIEC—, pour donner l'apparence d'un consensus scientifique autour d'un problème mineur monté en épingle [4].

Au film d'Al Gore s'ajoutent divers documentaires et fictions. Ainsi, le film *Home* du photographe français Yann Arthus-Bertrand, est diffusé mondialement par le PNUE, le 5 juin 2009. Ou encore, le film hollywoodien de l'Allemand Roland Emmerich, *2012*, dans lequel il met en scène l'effondrement de la croûte terrestre sous les eaux et le sauvetage des capitalistes les plus riches grâce à deux arches de Noé modernes, tandis que les pauvres sont engloutis par les flots.

En apparence la conférence de Copenhague devait régler la question des gaz à effet de serre en déterminant des plafonds d'émission et des aides aux pays en développement. En réalité, Londres et Washington entendaient pousser les Européens à abaisser eux-même les plafonds fixés par le *Protocole de Kyoto* —pour augmenter le volume des permis négociables et donc la spéculation boursière— et faire échouer la conférence pour préparer l'opinion publique mondiale à une solution hors ONU.

Très à l'aise au milieu de cette mascarade, le président russe Dmitry Medvedev a préparé un bluff qui peut rapporter gros à son pays. Il a décidé d'enchérir en prenant un engagement spontané radical. Il annonce aux Européens de l'Ouest que Moscou s'aligne sur leurs exigences et réduira ses émissions de gaz à effet de serre de 20 à 25 % d'ici 2020 par rapport à 1990. Qui dit mieux ? Personne !

Sauf que les émanations russes ayant baissé de 34 % entre 1990 et 2007 du fait de l'effondrement industriel de l'ère Eltsine, le prétendu engagement à la baisse du Kremlin lui laisse la possibilité d'une hausse de 9 à 14 % !

Sans surprise, les Anglo-Saxons font avancer leurs pions en s'appuyant sur le président français Nicolas Sarkozy, trop content de se voir confier le rôle de *deus ex machina*. Arrivant en cours de séance, il dénonce le manque de volontarisme de ses homologues et convoque une réunion impromptue de quelques chefs d'Etat et de gouvernement [5]. Sans traducteurs, assis sur des chaises inconfortables, quelques grands de ce monde se prêtèrent au jeu. Sur un coin de table en formica, ils griffonnent de bonnes intentions qui sont présentées comme une panacée. La « planète » est sauvée, chacun peut rentrer chez lui. En réalité, cette

mise en scène vise uniquement à préparer l'opinion publique mondiale aux décisions qu'il faudra imposer au « sommet de la Terre » de 2012.

Déboulant comme un chien dans un jeu de quilles, le président vénézuélien Hugo Chávez remet en cause la problématique du sommet sans pour autant décourager les associations écologistes qui manifestent devant le centre de conférence. Il stigmatise la cuisine sarkozienne qui consiste à rédiger une déclaration finale entre Etats autoproclamés « responsables », puis à l'imposer à la communauté internationale. Il dénonce une mascarade qui permet à un capitalisme sans conscience d'occulter ses responsabilités et de se refaire une virginité [6]. Il reprend à son compte un slogan scandé par des manifestants à l'extérieur du centre de conférence : « Ne changez pas le climat, changez le système ! »

Cochabamba, l'anti-Copenhague

Son homologue bolivien Evo Morales tire des conclusions du sommet de Copenhague. Il est clair pour lui que les grandes puissances jouent avec l'environnement. Sur ce sujet, comme sur bien d'autres, elles entendent faire leurs affaires entre elles au détriment du tiers-monde. Toutefois, la présence d'une foule de militants associatifs maintenus à l'extérieur du centre de conférence laisse espérer une volonté planétaire bien différente.

Le président Morales convoque alors une « Conférence mondiale des Peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère ». Elle se tient quatre mois plus tard à Cochabamba (Bolivie). Dépassant toutes les prévisions, plus de 30 000 personnes y participent et 48 gouvernements s'y font représenter. Son ambiance rappelle à la fois le sommet de la Terre de Rio et les forums sociaux mondiaux. Mais ce qui est en jeu est différent. A Rio, le cabinet de relations publiques Burson-Marsteller avait valorisé des associations pour légitimer des décisions prises à huis clos. A Cochabamba, c'est l'inverse : les associations qui ont été exclues du centre de conférence de Copenhague sont devenues les décideurs. La comparaison avec les forums sociaux ne fonctionne pas non plus : ceux-ci entendent contester le Forum économique de Davos et se sont exilés à l'autre bout du monde pour éviter les affrontements que l'on avait connu en Suisse. Cette fois, c'est l'ONU que l'on conteste. Evo Morales a pris acte du fiasco de Copenhague et de la volonté des grandes puissances de passer outre les Assemblées générales. Il s'appuie sur la société civile contre les gouvernements occidentaux.

Evo Morales et son ministre des Affaires étrangères David Choquehuanca abordent les questions environnementales à partir de leur culture d'indiens aymaras [7]. Alors que les Occidentaux discutent de savoir de combien il faudrait limiter les émissions de gaz à effet de serre pour ne plus perturber le climat, ils affirment que l'on ne peut pas continuer de telles émissions lorsqu'on les pense dangereuses, que cela soit vrai ou faux. Rompant avec la logique dominante, ils rejettent le principe des permis négociables. Pour eux, on ne saurait permettre, et encore moins vendre, ce que l'on pense désastreux. A partir de quoi, ils plaident pour un changement complet de paradigme. Les Etats développés, leurs armées et leurs entreprises multinationales, ont blessé la Terre nourricière, mettant en péril l'ensemble de l'humanité, alors que les peuples autochtones ont fait la preuve de leur capacité à préserver la Terre Mère. La solution est donc politique : la gestion des grands espaces doit être restituée aux peuples autochtones, tandis que les multinationales doivent répondre des dégâts qu'elles ont commis devant un tribunal international.

La conférence des Peuples appelle à l'organisation d'un référendum mondial pour instituer une Justice climatique et environnementale, et pour abolir le système capitaliste.

Selon une méthode déjà appliquée à de nombreux sommets internationaux échappant au contrôle des Anglo-Saxons, une campagne médiatique est immédiatement lancée par Washington pour en étouffer le message. Une polémique se développe sur des propos déformés du président Morales [8]. Quoi qu'il en soit, l'idéologie occidentale verte ne fait plus l'unanimité.

L'arbre qui cache la forêt

Durant les 40 années de discussions à l'ONU sur l'environnement, les choses ne se sont pas améliorées, bien au contraire. Mais un incroyable tour de passe-passe a été réalisé : la responsabilité des Etats a été oubliée, celle des multinationales a été occultée, tandis que celle des individus a été stigmatisée. L'arbre cache la forêt.

Dans les sommets internationaux, personne ne tente d'évaluer le coût énergétique des guerres en Afghanistan et en Irak, incluant le pont aérien quotidien permettant de transporter la logistique des Etats-Unis au champ de bataille, y compris la ration du soldat.

Personne ne mesure les surfaces habitables contaminées par les munitions à uranium appauvri, des Balkans à la Somalie, en passant par le Grand Moyen-Orient.

Personne n'évoque les surfaces agricoles détruites par les fumigations dans le cadre de la guerre aux drogues, en Amérique latine ou en Asie centrale ; ni celles stérilisées par les épandages d'agent orange, de la jungle vietnamienne aux palmeraies irakiennes.

Jusqu'à la conférence de Cochabamba, la conscience collective a oublié l'évidence que les principales atteintes à l'environnement ne sont pas la conséquence de modes de vie particuliers, ni de l'industrie civile, mais des guerres entreprises pour permettre aux multinationales d'exploiter les ressources naturelles, et de l'exploitation sans scrupule de ces ressources par ces multinationales pour alimenter les armées impériales. Ce qui nous ramène à notre point de départ, lorsque U Thant proclamait le « jour de la Terre » pour protester contre la guerre du Vietnam.

[1] L'ensemble des rapports du GIEC est disponible en anglais, français et espagnol sur le site internet du Groupe.

[2] « Discours de Jacques Chirac au sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg », 2 septembre 2002.

[3] « La mue de la finance mondiale et la spéculation verte », par Jean-Michel Vernochet, *Réseau Voltaire*, 2 mars 2010.

[4] « Il n'y a pas de consensus scientifique à l'ONU », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 17 décembre 2009.

[5] « Intervention au sommet de Copenhague sur le climat », par Nicolas Sarkozy, *Réseau Voltaire*, 17 décembre 2009.

[6] « Intervention au sommet de Copenhague sur le climat », par Hugo Chávez Frías, *Réseau Voltaire*, 16 décembre 2009.

[7] Voir sa tribune libre publiée dans le *Los Angeles Times* : « Combating climate change : lessons from the world's indigenous peoples » (disponible sur le site du Réseau Voltaire).

[8] Evo Morales avait dénoncé les conséquences sanitaires pour les hommes des viandes aux hormones féminines. Ses propos sont interprétés comme homophobes.

Cette technique de décrédibilisation est classique. Que l'on se souvienne de la campagne médiatique contre le pape Jean-Paul II après son discours à la Grande Mosquée de Damas ou de celle contre le Premier ministre malais Mahathir bin Mohamad après son discours devant la Conférence islamique.